

Objet : Communication de la Directrice de la Direction de l'Organisation des marchés régionaux de l'Energie
Impact des mesures gouvernementales sur la procédure de sanction administrative

Madame, Monsieur,

La crise du coronavirus et les mesures de confinement ordonnées par le Gouvernement ont un impact direct sur les procédures et les délais édictés dans la réglementation relative aux certificats verts.

A cet égard, le Gouvernement a pris la décision de suspendre l'ensemble des délais de rigueur applicables en fonction de la réglementation wallonne. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020, stipule :

« Les délais de rigueur et de recours fixés par les décrets et règlements de la Région wallonne ou pris en vertu de ceux-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, sont suspendus à partir du 18 mars 2020 pour une première durée de 30 jours, prorogeable deux fois jusqu'à une date fixée par arrêté du Gouvernement ne pouvant à chaque fois excéder 30 jours et justifiant de la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires. »

L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 proroge la période de suspension initiale jusqu'au 30 avril inclus. En conséquence, l'ensemble des délais de rigueur applicables au mécanisme des certificats verts en application du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (ci-après, « décret du 12 avril 2001 ») et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables ou de cogénération (ci-après « arrêté du 30 novembre 2006 »), sont suspendus jusqu'au 30 avril inclus.

La procédure de sanction administrative est organisée par les articles 54/2 et suivants du décret du 12 avril 2001.

Dans ce cadre, l'article 54/2, alinéa 5 du décret du 12 avril 2001 stipule :

« [...] L'Administration fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les dix jours de l'audition ou à défaut d'audition dans les trente jours suivant l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, par envoi recommandé avec accusé de réception. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau. »

En application des arrêtés des 18 mars et 18 avril 2020, les délais fixés pour l'envoi de la décision motivée d'amende administratives sont suspendus du 18 mars 2020 au 30 avril inclus.

Dans le cas où le Gouvernement serait amené à prolonger la durée de suspension des délais de rigueur, les délais prescrits à l'article 54/2, alinéa 5 seront suspendus pour une période équivalente à la prolongation.

La mesure de suspension est d'application automatique. Vous ne devez donc pas introduire de demande particulière auprès de l'Administration pour en bénéficier.

D'avance, je vous remercie de votre attention/de votre collaboration.

Muriel Hoogstoel
Directrice



CONTACT
Département de l'Énergie et du
Bâtiment durable
Direction de l'Organisation des
Marchés régionaux de l'Énergie
Rue des Brigades d'Irlande, 1

Nos références :

B - 5100 JAMBES

CADRE LEGAL

Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, article 54/2 ;

Arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, article 1er.

Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

En vertu de l'article 42bis/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, et sans préjudice des voies de recours ordinaires, toute partie lésée a le droit de présenter, devant le Ministre, une plainte en réexamen dans les deux mois suivant la publication d'une décision de l'Administration. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative. Le Ministre statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. A défaut, la décision initiale est confirmée.

Pour toute réclamation quant au fonctionnement du SPW, le Médiateur est aussi à votre service : www.le-mediateur.be.